

BURKINA FASO

Des acquis à pérenniser

Autour du projet « Achats au service du progrès » lancé au Burkina Faso en 2009, s'est développée une collaboration sans précédent entre le Programme alimentaire mondial (PAM) et des organisations de petits producteurs pour l'acquisition locale de produits alimentaires. Une initiative qui profite aux petits producteurs, assurés de trouver des débouchés stables. Mais la fin imminente de la phase pilote du projet suscite des inquiétudes de la part des organisations paysannes quant à la pérennisation des acquis.

Projet « achats au service du progrès » au Burkina Faso

L'initiative « Achats au service du progrès » ou P4P est mise en œuvre de façon expérimentale dans 21 pays, dont 15 en Afrique, quatre en Amérique latine et deux en Asie, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM).

Le manque de débouchés stables et viables condamne bon nombre de petits agriculteurs africains à une agriculture de subsistance. Réduisant ainsi les possibilités pour les pays d'augmenter leurs productions agricoles en vue d'atteindre une sécurité alimentaire. C'est bien le cas au Burkina Faso où une grande majorité des agriculteurs consacrent tous leurs efforts à produire d'abord, sinon exclusivement, pour répondre aux besoins alimentaires de leurs familles.

C'est dans ce contexte qu'a été lancé en 2009 au Burkina Faso un projet du Programme alimentaire mondial (PAM) dénommé « Achats au service du progrès » plus connu sous le nom de « P4P » ou « Purchase for Progress ». Au commencement, une idée simple mais suffisamment révolutionnaire : renforcer les capacités des petits producteurs burkinabè à accéder aux marchés agricoles en leur fournissant des débouchés stables à travers des acquisitions locales de produits alimentaires par le PAM. Une façon de les inciter à augmenter leurs productions et à améliorer la qualité afin d'être plus compétitifs sur les marchés agricoles.

Prévue pour une durée de cinq ans, la phase pilote du projet prend fin en décembre 2013. L'heure est au bilan, et les acteurs, les organisations de producteurs en premier, s'accordent pour dire que le projet est un succès. Un succès qui ne manque pas d'attirer de nouveaux partenaires au développement intéres-

sés à appuyer l'initiative. À la fin de la phase pilote, une phase transitoire de douze mois est prévue. Avant d'envisager le déploiement de l'initiative au-delà des zones présentement touchées.

Zones de surplus de production ciblées

Au démarrage du projet pilote, ce sont neuf organisations de producteurs (OP) qui ont été choisies suivant des critères bien définis. « Nous avons choisi les OP en fonction d'une combinaison de critères – dont la proportion de femmes en leur sein, soit minimum 40 %. Les OP devaient aussi être situées dans l'une des zones de surplus de production et disposer de partenaires qui les accompagnent. Il fallait aussi avoir une capacité de stockage pouvant aller jusqu'à 50 tonnes et prouver sa capacité à collecter et livrer au PAM un minimum de 50 tonnes. Les OP devaient avoir une existence légale », explique Yves Gérard Aklamavo, coordonnateur de P4P Burkina.

En 2011, le PAM a cessé la collaboration avec deux organisations paysannes : « Elles avaient beaucoup de difficultés à saisir l'opportunité qu'est le projet P4P », confie le coordonnateur de P4P Burkina. « Mais elles ne sont pas exclues définitivement. Si, d'ici la phase post-pilote, elles nous apportent la preuve qu'elles sont mieux organisées, on pourrait envisager de les reprendre », ajoute-t-il.

Trois produits sont concernés, il s'agit du maïs, du sorgho blanc et du niébé. Les achats de ces produits sont réalisés dans les zones où il y a un surplus de production pour chaque denrée. Quatre zones ont été retenues, il s'agit des régions des Hauts-Bassins, de la Boucle du Mouhoun, du Nord et du Centre-Ouest.

Le projet P4P repose sur quatre piliers qui sont : le renforcement des capacités, le développement du partenariat, le développement des marchés par le biais des achats locaux de denrées alimentaires et le suivi-évaluation. Yves Gérard Aklama-

[Suite à la page suivante >](#)

> vo précise que le renforcement des capacités s'adresse aux petits producteurs et porte principalement sur la production de qualité. Parallèlement, le projet a développé des partenariats en vue de faciliter l'accès des OP aux crédits, aux facteurs de productions (intrants et matériel agricole) et aux marchés.

Le PAM s'est engagé à racheter aux petits producteurs une partie de leurs récoltes à travers des contrats directs, des contrats à terme (signés en début de campagne) et des appels d'offres simplifiés. « Le PAM achète les produits en fonction de ses besoins, mais n'a pas vocation à acheter toute la production des agriculteurs dans le cadre de ce projet. Nous les mettons en relation avec d'autres acheteurs », déclare Yves Gérard Aklamavo. Le volume des achats auprès des petits producteurs doit correspondre à 10 % du volume total des achats de l'institution humanitaire au Burkina Faso. « Vu que le projet en est à sa phase pilote, le suivi évaluation qui en est le quatrième pilier est très important. C'est à travers le suivi évaluation que nous allons pouvoir capitaliser tous les acquis et tirer tous les enseignements nécessaires afin de mieux orienter la phase post-pilote », explique le coordonnateur du projet P4P Burkina.

Des organisations paysannes plus compétitives

La phase pilote du projet tire à sa fin après plus de quatre ans de mise en œuvre. Qui mieux que les organisations de producteurs pour parler des acquis ? « À travers ce projet, nous avons bénéficié de nombreuses formations sur la gestion de la qualité. Aujourd'hui nous avons pu améliorer la qualité de nos produits », témoigne Soumaïla Sanou, président du Comité interprofessionnel des filières céréales et niébé du Burkina Faso (CICB). Il souligne que sa plus grande satisfaction c'est le succès de la mise en marché collective des produits par les organisations parties prenantes au projet. « Le petit producteur qui s'engage à produire pour livrer au PAM connaît déjà les exigences de qualité et il fait tout pour produire de la qualité », confie-t-il.

Le projet a permis également d'améliorer l'organisation des ventes groupées que peu d'organisations paysannes pratiquaient déjà. « Au démarrage du projet,

les ventes groupées telles que pratiquées par les OP consistaient en des opérations de mise en vente sporadiques et peu ou mal structurées. Toute cette politique a été améliorée et développée », assure Alladari Traoré, chargé de suivi et évaluation de P4P Burkina Faso. Des innovations ont été introduites dans la collecte des produits assurant une traçabilité. « Chaque stock qui arrive au magasin est marqué par un code individualisé qui permet de remonter jusqu'au producteur. Le magasinier a été formé et il ne réceptionne aucun produit sans l'avoir pesé au préalable sac par sac. Tout ça, on ne le faisait pas avant », explique Ousmane Yilem chargé des collectes et de la commercialisation des produits à l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles (UGCPA). « De plus le PAM achète toujours nos produits à un prix plus attractif que celui du marché », ajoute Soumaïla Sanou émerveillé. « Ce prix attractif se justifie par la prime à la qualité que le PAM donne par rapport au prix du marché », explique Yves Gérard Aklamavo.

L'heure est au bilan pour les « Achats au service du progrès ».

Le PAM et ses partenaires ont facilité la mise en relation entre des institutions de microfinance et les OP parties prenantes du projet pour permettre à ces dernières de disposer de ressources pour collecter les produits en vue des ventes groupées. « Pour vendre à des prix attractifs, les OP doivent pouvoir mettre leurs produits à la qualité et négocier de bons prix. Ce qui ne peut pas se faire sans un minimum de ressources et de soutien », explique Alladari Traoré, chargé du suivi évaluation de P4P Burkina. Les leaders des OP ont été formés également sur les circuits financiers. « La plupart des OP n'avait pas la maîtrise des circuits financiers. Aujourd'hui elles maîtrisent tout le système d'accès au crédit. Voir les OP capables d'aller négocier avec succès des crédits auprès des structures financières est pour moi une grande satisfaction », ajoute Alladari Traoré.

Tout cela ne manque pas de stimuler les petits producteurs à augmenter leur production. Marie-Thérèse Toé est une petite productrice de Toma, dans la région de la Boucle du Mouhoun. Veuve et mère de quatre enfants, elle produit du maïs, du mil, du niébé, de l'arachide et du sésame. L'année dernière, elle a vendu son niébé au PAM à travers son organisation de base, l'Union des groupements des producteurs de céréales du Nayala. Encouragée par son gain, elle a décidé de doubler sa production de niébé. « L'année dernière, j'ai cultivé le niébé sur un demi-hectare. Cette année, j'ai fait plus. J'ai consacré un hectare au niébé », témoigne-t-elle. « Un hectare c'est beaucoup plus que ce que j'ai besoin pour la consommation de ma famille. À la récolte, je vais garder une partie et le reste on va vendre », explique Marie-Thérèse Toé, tout heureuse.

Mais ces organisations sont-elles suffisamment outillées aujourd'hui pour entrer en compétition avec les commerçants beaucoup plus aguerris et plus solides financièrement ? « Rivaliser avec les commerçants sur les marchés, c'est trop dire, mais sur la question de la qualité des produits nous sommes devant », déclare Ousmane Yilem de l'UGCPA. Et à Soumaïla Sanou de renchérir : « Toutes les organisations de producteurs qui ont bénéficié du projet P4P soumissionnent aujourd'hui aux marchés de la Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire (Sonagess). Car elles ont désormais les capacités de réaliser une étude de marché pour fixer les produits et rivaliser avec les commerçants. » ■

Des débuts pénibles

Producteurs et responsables du projet P4P Burkina parlent du projet comme à un succès. Pourtant les débuts ne furent pas faciles. « Nous avons rencontré beaucoup de résistance pour introduire de nouvelles façons de faire, notamment dans la gouvernance des OP. Il a fallu travailler à ce que tout repose sur la base. Par exemple après chaque rencontre, les représentants sont encouragés à restituer ce qui a été dit auprès de leur base », fait comprendre le coordonnateur du projet.

Et ce n'est pas tout. « La plupart des OP n'avaient les données actualisées

de leurs membres. Il a fallu travailler plusieurs mois pour que les OP commencent à comprendre l'intérêt de disposer de données actualisées sur leurs membres», ajoute Alladari Traoré. Une autre difficulté concerne la mise en relation des OP avec les institutions de micro finance. «Les conditions d'accès aux crédits auprès de ces institutions sont assez rigides. Nous avons travaillé avec les institutions financières à rendre plus flexibles les procédures et conditions d'octroi de crédit au profit des agriculteurs», souligne Yves Gérard Aklamavo.

Mais toutes les difficultés n'ont pas été résolues. C'est par exemple le cas de celle liée au fait qu'au Burkina, on a «une campagne agricole unique dans l'année et une agriculture très aléatoire qui ne permettent pas au PAM de s'engager sur de gros volumes avec les producteurs», explique Alladari Traoré.

«C'est vrai que nous avons atteint notre objectif de consacrer au moins 10 % des volumes d'achats locaux du PAM au Bur-

kina aux achats avec les petits producteurs, mais nous aurions pu faire mieux si nos modalités de financement étaient mieux adaptées aux périodes de récolte», confirme Yves Gérard Aklamavo.

Quel avenir après une phase pilote réussie ?

Revigorées par les nombreuses interventions du projet, les OP sont déjà inquiètes pour l'avenir. «On se demande si le PAM ne peut pas voir avec le ministère de l'Agriculture pour qu'il poursuive la dynamique. Car nous en avons encore besoin», confie Soumaïla Sanou du CICB. Mais le coordonnateur du projet se veut rassurant. «Après la phase pilote qui finit en décembre 2013, il y aura une phase transitoire qui durera environ 12 mois. Puis interviendra la phase post-pilote au cours de laquelle on va mettre en œuvre tous les enseignements que nous avons tirés. On va étendre le projet à plus de zones et à plus de produits», confie-t-il. Il ajoute : «Le succès de la phase pilote crée aujourd'hui un engouement. Nous recevons beaucoup

de bailleurs qui expriment leur souhait de nous accompagner.»

L'idée, c'est qu'effectivement l'État burkinabè prenne le relais au terme du projet. Dans cette perspective, le projet a organisé un voyage d'étude au Rwanda, «régulièrement cité comme exemple en matière d'achats aux petits producteurs». «Ce voyage d'étude était plus un focus sur l'appropriation nationale du projet. Il y avait une quinzaine de participants et le gouvernement était fortement représenté. Notre objectif était que le gouvernement puisse s'inspirer et s'enrichir des expériences réussies ailleurs pour prendre le relais après la fin du projet en matière d'achat de produits auprès des petits producteurs», explique Alladari Traoré. «Les OP doivent être patientes pour permettre au processus politique de se mettre en place», conclut Yves Gérard Aklamavo. ■

Un article de Inoussa Maïga